

Gardey, Delphine (2013), « Le travail des femmes en France et en Grande-Bretagne de la Révolution industrielle à la Seconde Guerre Mondiale », in Maruani Margaret (ed.), *Travail et genre dans le monde*, Paris, La Découverte, pp. 318-327.

30

Le travail des femmes en France et en Grande-Bretagne de la révolution industrielle à la Seconde Guerre mondiale

Delphine Gardey

Dresser un tableau de l'histoire du travail des femmes en Europe de la révolution industrielle à la Seconde Guerre mondiale, voilà une tâche qui ne semble pas pouvoir être accomplie dans l'espace imparti de ce volume. Notre objectif sera donc plus modeste et circonscrit : donner à voir ce qu'il en est des connaissances actuelles en matière d'histoire du travail des femmes en nous concentrant sur deux grandes puissances industrielles du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne et la France ; revenir sur les enjeux historiographiques et théoriques qui ont accompagné l'histoire du travail des femmes, ainsi que sur la façon dont le récit historique et les connaissances factuelles à propos des économies et des sociétés industrielles et tertiaires européennes ont été modifiés par ces investigations ; laisser aux lectrices et aux lecteurs le soin d'apprécier ce que – en matière de travail et d'emploi des femmes et d'ordre genré du travail – les sociétés d'hier et d'aujourd'hui ont ou non en partage.

Des paysannes et ouvrières en chambre du Lancashire aux emmurées des couvents soyeux lyonnais ; de la trieuse de charbon belge à la tenancière de boutique toulousaine ; de la nourrice sur lieu à la demoiselle des magasins ; de la domestique bretonne (dont Bécassine est l'icône muette) à l'employée de banque de la City ; de la dactylo à l'infirmière de la Grande Guerre ; de l'ouvrière de la métallurgie de la banlieue parisienne à Simone Weil [1951], la plus célèbre des surintendantes d'usine ; de l'institutrice rurale à « Mademoiselle », professeur de Lycée ; de « madame la Médecine » aux premières avocates, autant de figures et d'itinéraires individuels et sociaux ressuscités par l'enquête empirique. De ces longues heures de quête et d'invention de l'archive, de cette incessante poursuite des traces – indices sensibles ou indicateurs sériels – l'histoire des femmes et du genre a récolté les fruits. On sait aujourd'hui

de quoi étaient faits les heures et les jours – question initialement posée par Virginia Woolf à propos de la possibilité de l'écriture pour les femmes et, ainsi, de l'éducation et la liberté des femmes bourgeoises : « En un mot que faisaient-elles de huit heures du matin à huit heures du soir ? » [Woolf, 1992, p. 67]. Ce n'est pas tant l'étude des conditions sociales nécessaires pour devenir « intellectuelle » qui a retenu en premier l'intérêt des historiennes – quoique le regard historien se soit porté très tôt sur ces figures pionnières de l'émancipation féminine que furent les institutrices de la République – que le déroulé des vies ordinaires de centaines de milliers de femmes paysannes et ouvrières.

Du côté des mondes ouvriers, les questions se ressemblent mais les enquêtes diffèrent entre la France et la Grande-Bretagne. Elles ont toutefois en commun la mise en cause de l'assimilation de la condition ouvrière à la seule figure de l'ouvrier masculin ; le questionnement sur le domestique et le productif ; la critique des catégories analytiques de l'économie politique et la tentative de redéfinition dans une perspective féministe des cadres marxistes d'interprétation du capitalisme. Découlant de ces points, la discussion a notamment porté sur la prévalence des formes d'exploitation : la subordination des femmes est-elle le fait (principal) de l'exploitation capitaliste, de l'exploitation patriarcale ou de l'agencement des deux ?

La productivité de cette discussion a sans doute été plus forte en Grande-Bretagne qu'en France et a davantage contribué à redéployer l'événement historique majeur que constitue, pour l'histoire économique et sociale contemporaine, la première révolution industrielle. Afin d'extraire de l'invisibilité à laquelle l'historiographie masculiniste de la classe ouvrière avait condamné les femmes du peuple, les historiennes d'Outre-Manche se sont, plus qu'en France, attaquées à la production de récits historiques permettant de « genrer la classe ouvrière britannique » [Koditschek, 1997]. La critique – parfois féroce – a porté sur le travail fondateur d'E. P. Thompson et l'idéalisation de la culture artisanale à l'origine de la « formation de la classe ouvrière britannique » [Thompson, 1988]. Les historiennes ont mis en évidence les dimensions répressives des rapports de genre tant dans la sphère du travail que privée (par contraste, une première historiographie d'inspiration foucaldienne a centré le regard, en France, sur les espaces clos et contraints, les mises en ordre disciplinaire, le contrôle des conduites et les formes d'exploitations proprement sexuelles au travail). Elles ont montré comment les travailleuses britanniques, déstabilisées par la concentration dans le monde agricole et la disparition des petites exploitations familiales, ont payé un lourd tribut tant en termes de conditions de vie que d'autonomie au moment de l'industrialisation. Main-d'œuvre décisive mais invisible de l'atelier domestique du tissage de la laine puis du coton,

les femmes connaissent une forte dévaluation de leurs qualifications et dégradation de leurs conditions de travail pendant la phase première de l'industrialisation. « Reléguées dans l'invisibilité de l'économie domestique » ou le « purgatoire sous-prolétaire de la domesticité », elles expérimentent le pire [Koditschek, 1997]. Ce faisant et cependant, elles contribuent à l'évidence à la formation de la classe ouvrière britannique mais avec des « capacités d'agir » moindre que celles mise en évidence par Thompson à propos de la classe ouvrière masculine.

La déstabilisation et la dégradation des conditions de vie des femmes du peuple précèdent donc le temps de la filature de coton, symbole de la révolution manufacturière. Cela nous rappelle que le développement industriel repose et mobilise durablement l'économie domestique, en Grande-Bretagne comme en France, même si la mécanisation du tissage, la concentration autour des machines et donc la salarisation de l'activité, y sont plus précoces, plus importantes et en un sens plus décisives Outre-Manche. Le passage du foyer à l'atelier est un processus complexe dans les deux pays qui n'est ni entier, ni définitif, bien qu'il prenne sur le long terme une forme d'irréversibilité. L'industrialisation change fondamentalement la nature et l'organisation du travail, modifie le rôle de la famille dans la production et ainsi l'activité et le rôle social et économique des femmes. Le bénéfice en est que le travail des femmes « devient visible » – tout au moins l'est-il aux yeux des observateurs (philanthropes sociaux ou contempteurs du nouvel âge industriel) et ainsi, des historien-ne-s [Scott, 1990].

L'historiographie a, dans un premier temps, beaucoup insisté sur la rupture entre un monde ancien où dominait autoproducton et autoconsommation et un monde nouveau, celui de la fabrique, du salariat, et sur la dissociation entre espace familial et espace économique. Puis, grâce en particulier aux travaux de Louise Tilly et Joan Scott, d'autres facteurs ont été introduits : les caractéristiques des bassins d'emplois locaux et la façon dont les industries s'y adaptent ou les transforment ; le cycle de vie familiale et la façon dont le rapport des femmes au travail salarié en dépend. Travailler à l'extérieur, contre un salaire, cette réalité concerne d'abord les femmes jeunes et célibataires et peut être ajusté avec la venue au monde des jeunes enfants en fonction des contraintes propres au travail de reproduction [Tilly et Scott, 1987]. Fondé sur une comparaison entre la France et la Grande-Bretagne, l'enquête a permis de réinterroger les rapports à l'activité et les formes historiques et genrées d'organisation du capitalisme industriel.

Les analyses de Scott et Tilly, succinctement évoquées ici, ne doivent pas être placées dans le camp de ce qui demeure un lieu commun à propos du travail des femmes à savoir l'interprétation simplificatrice de la main-d'œuvre féminine comme « armée de réserve industrielle »,

force d'appoint utilisée au gré des conjonctures économiques et de la disponibilité des femmes, interprétation qui dessine et alimente, jusqu'à l'intégrer dans la théorie économique, la définition du marché du travail féminin comme un « marché secondaire ». Ce que les travaux des historiennes montrent, bien au contraire, c'est la centralité du travail dans la vie des femmes du peuple durant cette longue période [Sharpe, 1998]. Centralité que manifestent avec évidence les journées de travail interminables, que l'activité ait lieu à domicile (comme c'est encore le cas en 1900 avec l'essor de la machine à coudre et du travail en chambre) ou qu'elle ait lieu en fabrique et qu'il faille en limiter la durée. Ce qu'ils questionnent, c'est la reconnaissance (ou non) de cette activité en tant qu'elle est un travail et qu'elle est productrice de valeur – avec la question essentielle de la nomination et du recensement de l'activité des femmes comme activité. Ce qu'ils recherchent, enfin, ce sont les preuves statistiques du poids de cette activité.

Compter, donner à voir la contribution des femmes aux transformations économiques, pointer le détail des secteurs où elles s'emploient [Alonzo et Meron, 2004], nommer leurs métiers et dire leurs qualifications, a été un objectif important d'une « seconde historiographie du travail des femmes », qui suit la focalisation sur « les travaux et les gestes » ou les tâches dites traditionnelles et les métiers [Perrot, 1978 et 1987]. Peut-être cet enjeu a-t-il été plus marqué dans le cas français, du fait d'une sorte de spécificité de l'emploi féminin à partir de ce deuxième temps [Omnès, 2003] de l'histoire du travail que constituent la seconde révolution industrielle et la révolution administrative de la fin du XIX^e siècle [Anderson, 1988]. Au cours de cette période s'établit en effet un rapport à l'emploi qui se caractérise par des carrières longues, le plein-temps et le maintien en activité des femmes mariées et des mères salariées, à la différence des formes de retrait de l'activité imposées aux épouses britanniques (*mariage bar*) en particulier dans les emplois publics et de bureau [Humphries, 1995]. Les travaux de cette période sur les parcours d'ouvrières, sur le groupe des employé-e-s de bureau, puis sur les employées de commerce [Beau, 2004], permettent de conclure, avec Catherine Omnès, que si les femmes ont généralement un positionnement spécifique et souvent subordonnée, « elles occupent une place à part entière sur le marché du travail et sont prioritairement impliquées dans toutes les grandes mutations de l'emploi du XIX^e et du XX^e siècles (passage d'une société agraire à une société industrielle puis tertiaire, rationalisation du travail, mise en place de l'État-providence...) » [Omnès, 2003, p. 397 ; Schweitzer, 2002].

Plus visible, car de plus en plus souvent salariée, partie prenante des transformations capitalistiques en cours, la main-d'œuvre féminine n'en est pas moins pour autant spécialisée et limitée à certains métiers,

secteurs ou niveau de qualification. Visibilité et spécialisation du travail atteignent un état paroxystique pendant le premier conflit mondial avec la mobilisation de la main-d'œuvre féminine en Grande-Bretagne et en France [Downs, 1995], à l'atelier comme au bureau [Gardey, 2001], et son utilisation comme laboratoire de la nouvelle organisation rationnelle (et productiviste) du travail. Entre les deux guerres, le travail féminin salarié rime de plus en plus avec mécanisation et rationalisation. Pour l'essentiel, les femmes se trouvent dans une position de subordination dans le rapport aux technologies, cependant que des hommes se trouvent en position de conception, de contrôle et de développement des technologies [Chabaud et Gardey, 2002]. Par ailleurs, la seconde industrialisation s'appuie sur des secteurs qui sont davantage identifiés au masculin (métallurgie, mécanique, électricité) et, même si les femmes se frayent quelques places de choix dans l'industrie chimique ou l'industrie alimentaire [Zerner, 1987], les emplois créés dans ces secteurs ne compensent pas le déclin des industries féminines traditionnelles telles que le textile. En Grande-Bretagne, en particulier, suite aux dépressions des années 1920 et 1930, le coton ne retrouve jamais son niveau antérieur [Simonton, 1998]. L'allocation et la réallocation du travail interviennent alors suivant des principes simples et éculés qui justifient, au nom des qualités supposées « naturelles » des femmes, leur cantonnement dans des tâches d'exécution répétitives et fractionnées, qu'il s'agisse de travailler pour la transmission sans fil (TSF) [Omnès, 1997], chez le chocolatier Cadbury ou dans les ateliers et les bureaux du constructeur automobile Renault [Simonton, 1998 ; Gardey, 2001].

L'historiographie française du travail des femmes et du genre a été particulièrement sensible au fait d'étudier les dimensions personnelles et collectives de ces transformations structurelles en s'intéressant aux parcours de vie, aux carrières, aux mobilités sociales à l'échelle d'une vie ou de plusieurs générations. Ces approches explorent les territoires et mobilités géographiques [Dubesset et Zancarini-Fournel, 1993], les caractéristiques démographiques et sociales de l'essor urbain, la production des faubourgs comme espace mixte d'activité et de vie, l'émergence des banlieues. Les figures de la domestique, tout juste arrivée d'un village ou d'un bourg rural, de l'employée de magasin ou de la boutiquière, y fleurissent. La migrante (l'étrangère) fait aussi son apparition sur la scène visible et invisible des économies nationales. Cette perspective dessine une cartographie plus complexe (et moins polarisée) du social, où les appartenances de classe peuvent être reconsidérées à l'aune des mariages ou des réseaux familiaux et amicaux, des origines et solidarités rurales et nationales. Porosités ou frontières se dessinent alors au sein des classes populaires urbaines : ouvrières qui deviennent employées de magasin ou de bureaux dans l'industrie ; couples « français »

de boutiquiers [Zalc, 2005] séparés de la condition ouvrière ; couples de petits entrepreneurs russes ou italiens dont la réussite s'appuie sur la famille et la communauté ; ouvriers du XVIII^e arrondissement de Paris dont l'horizon social est redéfini à l'époque du Front Populaire par les travailleuses qu'ils épousent [Prost, 1999]. Le mythe du « beau mariage », figure du destin féminin, se trouve ainsi inversé et signale l'autonomie acquise par les femmes travailleuses urbaines et les réseaux sociaux qu'elles ont su développer.

Que dire plus généralement de ce que les vies urbaines offrent aux travailleuses ? Des heures de labeur, des conditions difficiles, souvent écrasantes, beaucoup de solitude. Les avantages et les risques d'une vie détachée des tutelles communautaires : le concubinage et le choix du conjoint, mais aussi le risque des grossesses illégitimes, le poids de l'avortement, la précarité et la misère au féminin. Ces conditions, si caractéristiques de la première industrialisation, semblent s'améliorer dans l'entre-deux-guerres avec les effets de la réglementation du travail, l'amélioration pour partie des conditions d'hygiène, le développement de politiques protectrices visant les mères – tout particulièrement en France – où il est question de lutter contre un malthusianisme ancien et renforcé. Délaissant pour partie l'analyse concrète des activités, des relations à l'emploi et au travail, une historiographie florissante s'est intéressée, depuis les années 1990, de façon comparée à l'émergence et l'affirmation des États-providence et au rôle qu'y jouent les femmes comme instigatrices, actrices ou bénéficiaires, esquissant finalement une lecture genrée des métamorphoses de la question sociale ou des modes de régulation du capitalisme [Bock et Thane, 1991 ; Pedersen, 1993 ; Auslander et Zancarini-Fournel, 1995]. De façon plus évidente dans le cas britannique, les dimensions proprement culturelles des identités de genre ont davantage été explorées, qu'il s'agisse de penser les transformations identitaires des classes moyennes et de la petite et moyenne bourgeoisie ou d'envisager la production de nouveaux modes de consommation. Il est significatif de noter que ce sont des historiens de langue anglaise qui interrogent la société française et les relations de genre qui y ont cours dans cette perspective.

Quelles sont les promesses possibles de la période ? En Grande-Bretagne comme en France, les progrès de l'instruction féminine, l'accès au salariat, l'accès à des emplois de type intermédiaire (tels que les emplois administratifs et de bureau), la nécessaire professionnalisation des fonctions de *care* (qu'il s'agisse d'éduquer les jeunes enfants ou d'instruire les jeunes filles), de prendre soin et soigner (l'infirmière passant d'une vocation à une profession) signalent de nouvelles opportunités pour quelques jeunes filles des couches populaires instruites et les jeunes femmes des classes moyennes obligées à l'activité ou

attirées par une vie indépendante et un métier [Roberts, 1994]. Ces transformations sous-estiment l'ampleur des négociations qu'il convient sans doute d'opérer et d'étudier au sein des couches moyennes et supérieures. Ces avancées, importantes, sont pourtant minoritaires et paradoxales. Le reflux conservateur de l'après-guerre, un taux de chômage élevé en Grande-Bretagne dans les années 1920 et 1930, la production d'une nouvelle idéologie du foyer et la valorisation du rôle maternel des femmes sont autant de limitations franches à ces ambitions [Frost, 1993]. Par ailleurs, les mondes professionnels masculins, les espaces savants, ceux des élites et des professions supérieures résistent durablement [Gardey, 2000]. Le professorat est le seul métier supérieur exercé largement par les femmes entre les deux guerres, car les mondes de l'ingénieur, du savoir scientifique et technique, les professions juridiques et intellectuelles tout comme, plus généralement, l'accès aux positions d'autorité et de commandement, continuent de se décliner au masculin. Le monde des professions défend âprement ses privilèges en Grande-Bretagne ; la concurrence est à l'ordre du jour, elle inquiète, est mise en scène et dramatisée en France [Cacouault, 2007]. Ce dernier point nous rappelle que, loin d'être neutres, nombre de sphères ont été durablement naturalisées au masculin et que le statut mineur des femmes (tant du point de vue civil que politique) a eu des effets durables sur la définition des possibles en termes professionnels et a contribué à un arrangement de genre particulièrement défavorable aux ambitions féminines.

Bibliographie

- ALONZO P., MERON M. (dir.) (2004), « Statistiques : retour aux sources », *Travail, genre et sociétés*, n° 11, p. 28-30.
- ANDERSON G. (dir.) (1988), *The White Blouse Revolution. Female Office Workers since 1870*, Manchester University Press, Manchester.
- AUSLANDER L., ZANCARINI-FOURNEL M. (dir.) (1995), *Différence des sexes et protection sociale, XIX^e-XX^e siècles*, Presses universitaires de Vincennes, Paris.
- BEAU A.-S., (2004), *Un siècle d'emplois précaires. Patron-ne-s et salarié-e-s dans le grand commerce, XIX^e-XX^e siècles*, Payot, Paris.
- BOCK G., THANE P. (dir.) (1991), *Maternity and Gender Policies. Women and the Rise of the European Welfare States, 1880s-1950s*, Routledge, New York.
- CACOUAULT M. (2007), *Professeurs... mais femmes. Carrières et vies privées des enseignantes du secondaire au XX^e siècle*, La Découverte, Paris.

- CHABAUD RYCHTER D., GARDEY D. (dir.), (2002), *L'Engendrement des choses. Des hommes, des femmes et des techniques*, Éditions des archives contemporaines, Paris.
- DOWNES L. L. (1995), *L'Inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre (1914-1939)*, Belin, Paris.
- DUBESSET M., ZANCARINI-FOURNEL M. (1993), *Parcours de femmes, Saint-Étienne 1880-1950*, Presses universitaires de Lyon, Lyon.
- FROST R. L. (1993), « Machine liberation. Inventing housewives and home appliances in interwar France », *French Historical Studies*, vol. 18, n° 1, p. 109-130.
- GARDEY D. (dir.) (2000), « Introduction au dossier "Histoires de pionnières" », *Travail, genre et sociétés*, n° 4, p. 29-34.
- GARDEY D. (2001), *La Dactylographe et l'Expéditionnaire. Histoire des employés de bureau (1890-1930)*, Belin, Paris.
- HUMPHRIES J. (1995), « Women and paid work », in PURVIS J. (dir.), *Women's History Britain, 1850-1945*, UCL Press, Londres, p. 85-105.
- KODITSCHKE T. (1997), « The gendering of the British working class », *Gender and History*, vol. 9, n° 2, p. 333-363.
- OMNÈS C. (1997), *Ouvrières parisiennes, marchés du travail et trajectoires professionnelles au xx^e siècle*, Éditions de l'EHESS, Paris.
- OMNÈS C. (2003), « Les trois temps de l'emploi féminin. Réalités et représentations », *L'Année sociologique*, vol. 53, n° 2, p. 373-398.
- PEDERSEN S. (1993), *Family, Dependence and the Origins of the Welfare State, Britain and France, 1914-1945*, Cambridge University Press, Cambridge.
- PERROT M. (dir.) (1978), « Travaux de femmes dans la France du XIX^e siècle », *Le Mouvement social*, n° 105.
- PERROT M. (dir.) (1987), « Métiers de femmes », *Le Mouvement social*, n° 140.
- PROST A. (1999), « Les peuples du XVI^e arrondissement en 1936 », in ROBERT J.-L., TARTAKOWSKY D. (dir.), *Paris le peuple, xviii^e-xx^e siècle*, Publications de la Sorbonne, Paris, p. 59-76.
- ROBERTS M. L. (1994), *Civilization without Sexes. Reconstructing Gender in Post-War France, 1918-1928*, University of Chicago Press, Chicago.
- SCHWEITZER S. (2002), *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Odile Jacob, Paris.
- SCOTT J. W. (1990), « "L'ouvrière, mot impie, sordide". Le discours de l'économie politique française sur les ouvrières (1840-1860) », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n° 83, p. 2-15.
- SHARPE P. (dir.) (1998), *Women's Work. The English Experience, 1650-1914*, Oxford University Press, Oxford.
- SIMONTON D. (1998), *A History of European Women's Work, 1700 to Present*, Routledge, Londres.

THOMPSON E. P. (1988) [1963], *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil, Gallimard, Paris.

TILLY L., SCOTT J. (1987) [1978], *Les Femmes, le travail et la famille*, Payot et Rivages, Paris.

WEIL S. (1951) [1934], *La Condition ouvrière*, Gallimard, « NRF », Paris.

WOOLF V. (1992) [1929], *Une chambre à soi*, Denoël, Paris.

ZALC C. (2005), « Femmes, entreprises et dépendances. Les entrepreneuses étrangères à Paris dans l'entre-deux-guerres », *Travail, genre et sociétés*, n° 13, p. 51-74.

ZERNER S. (1987), « De la couture aux presses : l'emploi féminin entre les deux guerres », *Le Mouvement social*, n° 140, p. 9-25.